



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VISSE Teddy

Chemin de la Palus
33290 Le Pian-Médoc

Références : 26-274
Code AIOT : 0100289412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement VISSE Teddy implanté Chemin de la Palus 33290 Le Pian-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération Territoires Propres menée sur la période du 16 au 27 mars 2026 sur le département de la Gironde. Cette action, conduite sous l'autorité du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine / préfet de la Gironde, du commandant de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine ainsi que sous la direction judiciaire des procureurs de la République, vise à lutter contre les différentes atteintes à l'environnement, en procédant aux constats et en mettant en place les sanctions administratives et pénales qui s'appliquent.

L'inspection a été menée en coordination avec les services de la gendarmerie (Brigade Territoriale Autonome (BTA) de Macau).

Elle vise à contrôler le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de

régularisation administrative pris à l'encontre de M. Teddy Visse en date du 26 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VISSE Teddy
- Chemin de la Palus 33290 Le Pian-Médoc
- Code AIOT : 0100289412
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. Teddy VISSE exerce sur la commune du Pian-Médoc une activité illégale de tri, transit et regroupement de déchets métalliques et de déchets non dangereux non inertes en mélange au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le terrain est localisé sur les parcelles cadastrales AY 33 et AY 34 du Pian Médoc (chemin de la Palus). Du 29/12/2021 au 31/12/2024, M. Teddy Visse était immatriculé au Registre National des Entreprises (RNE) sous le numéro SIRET 90866347900016 pour une activité de récupération de déchets triés. Depuis le 31/12/2024, il n'a immatriculé aucune nouvelle entreprise dans le domaine.

Une première inspection a été menée sur ce site le 11 avril 2025 dans le cadre de la précédente opération Territoires propres de 2025. À l'issue de ce contrôle, M. Teddy VISSE a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 26 mai 2025, de régulariser sa situation administrative (soit en déposant un dossier d'enregistrement, soit en cessant son activité et en remettant le terrain en état conformément à la réglementation en vigueur).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement administratif	Code de l'environnement du 11/04/2025, article L. 511-2, L.512-7, L.512-8 et R. 511-9	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Abandon de déchets	Code de l'environnement du 11/04/2025, article L. 541-2, L. 541-3 et L. 541-46	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater que les activités soumises à la réglementation sur les installations classées ont cessé. La majeure partie des déchets non dangereux non inertes métalliques et de tout venant en mélange a bien été évacuée. Cette évacuation participe à la mise en sécurité du site prévue par l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Toutefois, M. Teddy VISSE ne s'est pas conformé en totalité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 mai 2025. En effet, le site n'a pas été remis en état conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé puisque l'étude des sols, imposée par les dispositions de ce même arrêté, n'a pas été réalisée.

Par conséquent, une pollution des sols n'est pas à exclure étant donné que l'activité a été exercée de manière illégale sans respect des règles d'exploitation en vigueur.

D'une manière générale, la responsabilité du propriétaire des terrains pourrait être recherchée en cas de découverte de déchets (art. L 541-2 du code de l'environnement) et ce dernier reste civilement responsable des dommages que son bien pourrait causer à autrui (art. 1242 du code civil).

Dans ces conditions, en cas de nouveau projet sur le terrain, il appartient à l'aménageur de s'assurer de la compatibilité du terrain avec l'usage envisagé.

Compte tenu de la présence d'une éventuelle pollution au droit du site, les parcelles concernées feront l'objet d'une procédure de référencement dans un secteur d'information sur les sols (SIS).

Pour rappel, les SIS ont été créés par la loi ALUR. Ils ont pour objectif d'assurer une meilleure prise en compte des pollutions des sols dans les futurs aménagements. Les SIS recensent, par commune, les terrains où il existe une connaissance de la pollution des sols, qui justifie notamment la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement et assurer ainsi la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement administratif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/04/2025, article L. 511-2, L.512-7, L.512-8 et R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 27/08/2025

Prescription contrôlée :**L. 511-2 : Nomenclature des ICPE**

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

+ Article L. 512-7-I : Régime de l'enregistrement

Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

+ Article L. 512-8 : Régime de la déclaration

Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.

La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.

+ Annexe (4) à l'article R. 511-9 : rubriques 2713 et 2716 de la nomenclature ICPE

Rubrique 2713 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.

La surface étant :

1. Supérieure ou égale à 1 000 m² : E
2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m² : D

Rubrique 2716 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : E
2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : DC

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection du 11 avril 2025, il avait été constaté :

- la présence de déchets métalliques sur une surface d'environ 1500 m² (activité relevant du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2713) ;
- la présence de déchets en mélange de tout venant pour un volume d'environ 150 m³ (activité relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2716).

Ces activités étant exercées de manière illégale, M. Teddy VISSE a été mis en demeure en conséquence, par arrêté préfectoral du 26 mai 2025, de régulariser sa situation administrative (soit en déposant un dossier d'enregistrement au titre de la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées incluant notamment une télédéclaration au titre de la rubrique 2716, soit en cessant son activité et en remettant le terrain en état conformément à la réglementation en vigueur). Les délais de mise en conformité sont désormais échus.

Le jour de l'inspection du 20 mars 2026, il a été constaté que la majeure partie des déchets présents lors de la précédente inspection a été évacuée. Selon l'exploitant :

- les extincteurs ont été remis à la société ACCORD INCENDIE,
- les déchets de tout venant ont été évacués vers la déchetterie d'Arsac,
- les déchets métalliques ont été évacués vers le site de la société DECONS au Pian Médoc.

Étaient encore présents en particulier les déchets suivants :

- un bac d'un m³ d'extincteurs,
- trois bennes de 10 m³ de déchets en mélange de tout venant, soit 30 m³ au total,

- quelques D3E (déchets d'équipement électrique et électronique) : un lave-linge, un lave-vaisselle et un chauffe-eau,
- dix bacs d'un m³ de cuivre, soit 10 m³ au total,
- deux bacs de cartouches d'extincteurs d'un volume total n'excédant pas 1,5 m³,
- un VHU (véhicule hors d'usage),
- un tas de bidons vides,
- des tas de palettes, bois, mobilier.

Durant le contrôle, l'exploitant a confirmé sa volonté de nettoyer le site et de terminer l'évacuation des déchets restants vers les filières précitées. Il a ajouté que les déchets de bois seraient brûlés par ses propres soins. **L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le brûlage des déchets à l'air libre est interdit conformément au règlement sanitaire départemental.**

Au regard des constats établis durant le contrôle :

- la surface dédiée au stockage des déchets métalliques est inférieure à 100 m².
- le volume de déchets non dangereux en mélange présents est inférieur à 100 m³.

Par conséquent, les activités exercées par M. Teddy VISSE restent en dessous des seuils de classement selon les rubriques de la nomenclature précitée et ne relèvent plus de la réglementation relative aux installations classées.

Toutefois, l'exploitant ne s'est pas conformé en totalité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'opération d'évacuation des déchets contribue à la mise en sécurité de l'installation et constitue l'une des premières étapes de la procédure de cessation d'activités.

Or, cette procédure n'a pas été menée à terme puisqu'aucun des justificatifs exigés par la réglementation en vigueur n'a été fourni (attestations définies par les dispositions des articles R.512-46-25 et R.512-46-27 du code de l'environnement) et que la réhabilitation du terrain n'a pas été réalisée. Il est à noter que cette procédure comprend notamment la réalisation d'un diagnostic de l'état des milieux afin de mettre en évidence les éventuelles pollutions présentes sur le terrain.

Néanmoins, au regard des actions engagées par l'exploitant pour se mettre en conformité (évacuation de la majeure partie des déchets), aucune sanction administrative n'est proposée.

L'activité a été exercée de manière illégale sans respect des conditions d'exploitation définies par la réglementation en vigueur : par exemple, les déchets métalliques étaient entreposés sur un sol non étanche générant ainsi un risque de pollution des sols par infiltration des eaux pluviales de ruissellement sur les déchets. Aussi, compte tenu de la présence d'une éventuelle pollution au droit du site, les parcelles concernées feront l'objet d'une procédure de référencement dans un secteur d'information sur les sols (SIS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

M. Teddy VISSE doit évacuer les déchets restants sur son terrain et transmettre les justificatifs requis par les dispositions réglementaires en vigueur dans le cadre de la cessation d'activités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Abandon de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/04/2025, article L. 541-2, L. 541-3 et L. 541-46
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 27/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>L. 541-2 du code de l'environnement : gestion de déchets par le détenteur</u></p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p><u>+ L. 541-3 du code de l'environnement : sanctions administratives encourues dans le cas d'un abandon de déchets</u></p> <p>I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. [...]</p>

+ L. 541-46 du code de l'environnement : sanctions pénales encourues dans le cas d'un abandon de déchets

I. - Est puni de quatre ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende le fait de : [...]

4° Abandonner, déposer ou faire déposer, dans des conditions contraires aux dispositions du présent chapitre, des déchets ; [...]

Constats :

Comme indiqué au précédent point de contrôle :

- M. Teddy VISSE a évacué la majeure partie des déchets dont la présence avait été constatée lors de la précédente inspection,
- les extincteurs ont été remis à la société ACCORD INCENDIE,
- les déchets de tout venant ont été évacués vers la déchetterie d'Arsac,
- les déchets métalliques ont été évacués vers le site de la société DECONS au Pian Médoc.

Au regard de ces constats, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point sont considérées comme respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure